



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

25 SEP. 2024

Arrêté n° 961/2024/DREAL/UD88 du
mettant en demeure la société GIE du NOIR RUXEL implantée 90 chemin des Granges Bas,
88400 GÉRARDMER, de respecter les prescriptions relatives aux analyses de substances per
et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2639/2008 du 13 août 2008 autorisant la société GIE du Noir Ruxel (ci-après nommée « l'exploitant ») à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 août 2024 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 27 août 2024 ;
- Considérant que la société GIE du Noir Ruxel n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 27 août 2024 ;
- Considérant que l'exploitant est concerné, de par ses activités de traitement des eaux (rubriques n° 2750 et 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement), par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-cité ;
- Considérant que l'exploitant doit réaliser des analyses des PFAS et AOF sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;
- Considérant que l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;
- Considérant l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyses à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF ;
- Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à*

laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er}

La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 reprises ci-après :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. » ;

Article 2

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GIE du NOIR RUXEL, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le **25 SEP. 2024**

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.